

Sanctions économiques contre la Russie

L'Afrique pourrait être un bénéficiaire collatéral



Par Hubert Otélé Essomba*

La célèbre fable de Jean de La Fontaine, éditée pour la première fois en 1668 dont la morale est : « la raison du plus fort est toujours la meilleure », résume ce qui se passe actuellement avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie comme d'ailleurs, dans tous les cas d'invasion jusqu'ici connus : un pays plus fort, plus puissant décide de balayer tous les arguments d'un pays plus faible pour l'envahir, le « manger » sans autre forme de procès (décision des Nations Unies ou autres...) comme le fit le Loup et l'Agneau.

Malheureusement ou heureusement en 2022, le plus faible (Ukraine) qui veut entrer dans l'Union Européenne et par ricochet dans l'OTAN, est entouré voire encouragé par des alliés qui, à défaut d'entrer dans l'escalade militaire, ont une arme redoutable : les sanctions économiques et financières pour bien troubler le breuvage du Loup « russe ». Celui-ci n'est pas prêt comme les USA en 1962 à Cuba face à l'URSS de Kroutchev, à accepter les missiles proches de son territoire démantelé en 1991 suite à l'explosion de sa fédération.

Les voix s'élèvent en Afrique, parfois avec dérision, pour se réjouir de cette tournure qui d'après elle, positionne la Russie comme leur porte étendard, avec la Chine en arrière-plan, pour combattre ou contrer l'hégémonie des USA et l'UE dont la France, le colonisateur des pays francophones où stationnent plusieurs de ses militaires. En fait, la majorité des Africains donne une procuration à la Russie pour régler nos frustrations et faiblesses. Mais la lecture des événements serait peut-être d'aller au-delà de cette euphorie puérile pour se demander en quoi l'invasion de l'Ukraine va impacter économiquement nos vies, l'économie mondiale ayant rendu les pays interdépendants (il va forcément avoir un recul de la croissance, une accélération de l'inflation qui a fait son grand retour aux USA et en Europe l'année dernière, un recul du pouvoir d'achat...)

Blocages des investissements et des actifs financiers russes

La réaction prévisible des pays alliés ou soutenant l'Ukraine ne s'est pas faite attendre, les sanctions économiques pleuvent : blocage des échanges, des investissements et des flux entre la Russie et le reste du monde occidental, ce qui va nécessiter de trouver des débouchés économiques ; 70% des banques russes ne peuvent plus se financer sur les marchés financiers et monétaires européens ; suspension de l'exportation du pétrole russe en UE ; fermeture de l'espace aérien de l'UE aux appareils détenus, contrôlés et enregistrés par la Russie et les Russes ; avoirs de Poutine et Lavrov (Ministre des affaires étrangères) gelés en Europe ; interdiction d'émettre et de diffuser dans l'UE de Russia Today et Sputnik ; réduction de l'accès à des technologies cruciales par les privations de composants électroniques et de logiciels ; exclusion de la coupe du monde 2022 au Qatar ainsi que du CIO ; blocage des transactions de la Banque centrale russe, ce qui va entraîner une restriction de ses capacités de convertir ses revenus de change.

Ces sanctions viennent compléter celles déjà prises en 2014, lors de l'invasion de la Crimée par la Russie, à savoir : interdiction de voyager à l'étranger des personnalités et gèle de leurs actifs ; interdiction d'accès aux crédits européens de plusieurs banques russes et compagnies pétrolières ; interdiction de l'exportation d'équipements pétroliers vers la Russie ainsi que de certains biens pouvant être détournés militairement. La perte commerciale



est estimée par mois à 4 milliards USD dont 55% supportés par la Russie et 1,5 milliard par l'UE. En septembre 2014, les sanctions financières occidentales avaient déclenché le risque d'un crédit crunch (raréfaction du crédit) élevé, précipitant les fuites des capitaux et provoquant une nouvelle chute du rouble de 20% par rapport à ses niveaux de début 2014. Certains analystes ont alors estimé qu'il manquait 150 milliards USD pour compenser les effets de l'isolement progressive de la Russie vers les marchés des capitaux occidentaux. Mais les fonds de réserve russe grâce au pétrole et au gaz sont solides et la dette n'est que de 16% du PIB, ce qui lui a permis d'être résiliente et même conquérante jusque-là.

Lors de ce premier round de sanctions, la Russie s'était tournée vers l'Afrique où elle s'est implantée à travers les entreprises publiques ou privées dans plusieurs secteurs (hydrocarbures, mines et métallurgie, défense et sécurité, nucléaire, solutions informatiques et agriculture).

Hausse du prix du pétrole, des céréales de l'aluminium, de l'huile de palme

Cette fois encore, l'Afrique pourrait être un bénéficiaire collatéral car les sanctions actuelles sont plus fortes et produisent déjà des conséquences fâcheuses pour la Russie, notamment la limitation de sa possibilité d'emprunter sur les marchés financiers internationaux, la chute du rouble à un niveau record de plus de 30% obligeant la banque centrale à relever ses taux de 9,5% à 20%. La hausse des taux est l'arme généralement utilisée pour calmer la hausse des prix (inflation) et soutenir la monnaie par la diminution de son volume. L'interdiction de sortir des devises du pays. A ce propos, les exportateurs russes sont sommés de convertir en rouble 80% de leurs revenus en devises étrangères engrangées depuis le 01 janvier 2022.

Les actions de la plus grande Banque russe, Sberbank, ont plongé de près de 80% à Londres et la Banque centrale a ordonné à la Bourse de Moscou de rester fermée jusqu'au 05 Mars, tout en limitant la vente d'actifs pour arrêter l'effondrement des prix.

Par contre, les sanctions ont entraîné un effet automatique de hausse du prix du pétrole, des céréales (blé, soja), de l'aluminium, de l'huile de palme. Cela devrait profiter aux pays africains producteurs de pétrole, gaz, aluminium et huile de palme, même si les livraisons actuelles ont été payées il y a quelques temps déjà, les contrats étant à terme. L'Afrique importe 2/3 du blé consommé, dont près de 10% d'Ukraine et 27% de la Russie. Le cours du blé ayant atteint un niveau record depuis 2008, il est à craindre sérieusement que les conséquences soient lourdes sur le prix du pain pour les pays africains qui sortent de la crise liée aux conséquences de la pandémie Covid-19.

L'Afrique devrait donc anticiper ces mouvements haussiers et baissiers des matières premières qui sont ses principales ressources économiques ; tout comme il y aura une réorientation des capitaux car les investisseurs vont se tourner vers d'autres marchés plus stratégiques et rentables que ceux des pays émergents. Le conflit Russie-Ukraine ne doit pas être un moment de joie pour l'Afrique, mais un moment de transformation de son économie pour répondre au défi économique à venir : l'Europe doit rapidement trouver des alternatives au gaz russe, or les alternatives les plus fiables sont en Afrique. Celle-ci devrait donc être proactive et conclure rapidement de nouveaux accords tout comme elle doit profiter de la hausse du prix du pétrole (bien que cela va impacter négativement le transport aérien) pour constituer un matelas permettant de financer ses infrastructures.

ESSENTIEL